Une remaniement du gouvernement polonais Droit et Justice au pouvoir depuis 2015 apparaît comme de plus en plus inévitable avant la fin de l'année. La Première-ministre Beata Szydło et son ministre des Affaires étrangères, Witold Waszczykowski, seraient sur la liste des débarqués.

Lundi 4 décembre, le chef du Droit et Justice, Jarosław Kaczyński, a rencontré ses principaux collaborateurs afin de discuter d'un remaniement gouvernemental à venir. Il semble que le premier nom sur la liste est celui de l'actuel ministre des Affaires étrangères, Witold Waszczykowski.

Mais il n'est pas le seul menacé puisque la Première ministre Beata Szydło serait aussi sur la sellette. Le ministre de la Justice, Zbigniew Ziobro, qui avait déployé de grands efforts pour défendre Beata Szydło contre les attaques de l'opposition et de son propre parti, est aussi menacé.

Les spéculations sur les candidats possibles au poste de Premier ministre ont animé les milieux politiques tout au long du mois de novembre. La possibilité que Jarosław Kaczyński – officiellement simple député mais officieusement le maître à penser du PiS – puisse personnellement reprendre le pouvoir a même été soulevée. Il semble toutefois qu'il ait choisi de rester dans l'ombre pour diriger le pays sans endosser de responsabilités officielles.

Le candidat qui apparaît le plus probable à ce jour pour remplacer Beata Szydło est l'actuel ministre de l'Economie et du développement, Mateusz Morawiecki (il est aussi le vice-Premier ministre). Selon des hommes politiques proches de lui, Jarosław Kaczyński aurait besoin de lui afin d'améliorer les relations dégradées de la Pologne avec ses partenaires occidentaux, les États-Unis et l'Union européenne, dont le financement demeure essentiel pour la Pologne.

Le dauphin de Kaczyński ou le dernier recours ?

Selon Katarzyna Lubnauer, portée récemment à la tête du parti Nowoczesna, propulser le *« dauphin de Kaczyński »* Mateusz Morawiecki au poste de Premier-ministre dès 2017 signifie que le Droit et Justice est à court de cadres : *« il n'est pas pistonné au sein du parti, il n'y forme aucun groupe de pression et demeure, pour l'électorat du Droit et Justice, une personne trop moderne pour être fiable »*, estime-t-elle.

Le journaliste Michał Krzymowski, biographe de Jarosław Kaczyński, estime également que si ce dernier mène à leur terme ses projets de mise au pas de la Justice et des médias, il aura besoin de quelqu'un comme Morawiecki pour apaiser les partenaires occidentaux déjà inquiets de la politique du gouvernement de Beata Szydło.

Le prochain Premier ministre pourrait avoir à gérer le ralentissement économique entrevu à l'horizon 2019, soit l'année des élections parlementaires. Dans cette perspective, Morawiecki, ancien PDG d'une banque, pourrait fait figure de dernier recours du Droit et Justice. Il semble aujourd'hui le seul au sein du Droit et Justice capable de calmer des investisseurs inquiets de la situation en Pologne et de donner des interviews en anglais dans des médias étrangers.

Ce choix de Morawiecki pourrait constituer une gifle pour le président Andrzej Duda à qui Jarosław Kaczyński avait permis de représenter la Pologne à Bruxelles à la place de Beata Szydło ou de lui-même.

Que feront donc les membres du gouvernement débarqués ? On suppose que Beata Szydło pourrait prendre la vice-présidence de la Diète, afin de lui éviter l'humiliation d'une mise à l'écart total de la vie politique. Elle pourrait alors prendre la place de Joachim Brudziński, vice-président du Droit et Justice et ami personnel de Kaczyński, qui entrerait alors au gouvernement. Une hypothèse qui doit nécessairement inquiéter l'actuel ministre de la Défense Antoni Macierewicz…